

J'ai dit qu'un autre problème très grave se posait en même temps. Si les agriculteurs ne pouvaient pas remplacer leurs machines lorsque c'est nécessaire, le niveau de production diminuerait progressivement. Par ailleurs, les agriculteurs seraient incapables de demeurer concurrentiels. Le prix des denrées alimentaires augmenterait progressivement. Les agriculteurs ne pourraient plus entretenir leur exploitation convenablement, ce qui entraînerait inévitablement des problèmes économiques. Les licenciements chez Massey-Ferguson sont le début de la fin d'une industrie à moins que le gouvernement ne soit disposé à faire immédiatement le nécessaire pour y remédier. Rien ne me porte toutefois à croire que le gouvernement soit disposé à intervenir.

Je voudrais parler un peu des travailleurs. Lorsqu'on licencie 1,750 personnes dans une ville comme Brantford, c'est grave. Les conséquences sont terribles. L'industrie des instruments aratoires a perdu environ 3,500 emplois en un an. Ces emplois ont tout simplement disparu du marché à Brantford. Il n'y a rien pour les remplacer. Ces gens doivent quand même payer leurs factures et leurs impôts. Ils doivent quand même nourrir leur famille.

● (1530)

Pourquoi ne vont-ils pas trouver du travail ailleurs, me demanderez-vous monsieur l'Orateur? Où vont-ils en trouver? A Chatham peut-être où la société International Harvester vient de licencier 600 personnes, Motor Wheel 149 et Rockwell 500? Ils n'ont qu'à aller un peu plus loin et ils constateront que la situation est la même dans la ville voisine. Vont-ils aller à Hamilton essayer de trouver un emploi alors que les usines procèdent tous les jours à des licenciements massifs? Où faut-il qu'ils aillent? Peut-être à Toronto chez McDonnell-Douglas ou peut-être à Windsor pour voir si Chrysler veut bien les embaucher? Ils iront peut-être à Oakville frapper à la porte de chez Ford. Toutes ces entreprises ont licencié des milliers de travailleurs. Peut-être décideront-ils d'émigrer avec leur famille à l'autre extrémité du pays, en Colombie-Britannique, pour essayer de trouver un emploi dans l'industrie forestière où ils constateront qu'il n'y a pas d'embauche.

Comment le gouvernement peut-il être inconscient au point de ne pas voir que la situation est très grave et même tragique d'un bout du pays à l'autre? Si le problème se limitait à une seule région géographique, le gouvernement aurait peut-être des excuses de ne pas s'en occuper. Mais le fait est qu'il existe partout; c'est un véritable fléau et, en général, dans les petites localités, c'est le principal employeur qui ferme ses portes.

Je tiens à dire au ministre et au gouvernement qu'il existe un moyen de remédier à cette situation de crise. Pour commencer, il devrait établir un inventaire de tous les projets qui ont une valeur sociale quelconque, dans toutes les localités du pays. Il devrait étudier les moyens de les financer, de les faire progresser et commencer dès maintenant plutôt que dans deux ans, de façon à relancer l'économie.

Il n'est pas question d'injecter des milliers de dollars dans des programmes inutiles, mais j'invite le gouvernement à établir une liste des initiatives qu'il conviendrait de poursuivre au

Création d'emploi

cours des deux ou trois prochaines années et de débloquer les capitaux nécessaires pour faire démarrer ces programmes.

En outre, je tiens à faire remarquer qu'il y a suffisamment de chômeurs dans notre pays qui cherchent du travail pour qu'on commence à construire les maisons dont les gens ont besoin, en utilisant les biens que nous produisons et les capacités de production de nos chômeurs, et ce, afin de remédier à la crise du logement vers laquelle nous nous acheminons, avec des taux de vacance inférieurs à 1 p. 100 dans la plupart des régions métropolitaines.

Je signale au gouvernement que si nous nous fixions des objectifs supérieurs et si nous construisions systématiquement et sur une base annuelle, dans notre pays, le nombre de maisons dont, d'après tous les calculs, nous aurons besoin au cours des cinq prochaines années, nous créerions non seulement des emplois à l'intention des travailleurs de la construction, des gens qui travaillent sur les chantiers, mais nous en créerions aussi dans l'industrie forestière, à Weldwood et ailleurs, ainsi qu'à l'intention de ceux qui construisent des accessoires de salle de bain à Wabco Standard. Nous créerions aussi des emplois pour ceux qui fabriquent les couvertures pour les toitures, les revêtements de sol ainsi que la tuyauterie qui fait partie du gros œuvre. Nous créerions des emplois à l'intention de ceux qui fabriquent des cloisons et de tous nos travailleurs, ce qui permettrait non seulement de faire baisser le taux de chômage mais encore de balayer en partie les difficultés très graves auxquelles de nombreuses familles sont en butte aujourd'hui.

Il s'agit d'un investissement. Il ne s'agit pas de cadeaux, mais bien d'un investissement. Nous parlons d'investir des capitaux pour assurer l'avenir de notre pays. Il s'agit d'investir de l'argent qui, en fin de compte, sera de toute façon investi. Nous prétendons que s'il a jamais fallu investir, c'est bien maintenant qu'il faut le faire. Nous devons nous assurer de répondre aux besoins fondamentaux de nos concitoyens, chose que nous ne faisons pas. Si le secteur privé ne peut pas ou ne veut pas assumer ses obligations, notamment dans le domaine du logement, et je soupçonne qu'il ne le veut pas et non pas qu'il ne le peut pas, le gouvernement a alors l'obligation de débloquer, à titre d'investissement pour notre avenir, les capitaux nécessaires à la construction de maisons ou d'appartements dont on a besoin pour satisfaire à la demande.

Permettez-moi de vous dire, monsieur l'Orateur, et je sais que vous comprendrez parce que vous avez étudié l'économie, que si nous nous y mettions, il est incontestable que nous réussirions à réduire de moitié le taux de chômage qui s'établit actuellement à près de 8 p. 100 étant donné qu'un million de personnes sont en quête d'un emploi. Nous pourrions créer des emplois pour la moitié de ces gens qui ne sont pas tous des assistés sociaux. J'ajouterai que la plupart d'entre eux ne le sont pas. Nous pourrions réanimer ces localités qui s'étaient entre Vancouver et Saint-Jean (T.-N.). On pourrait ainsi réanimer certaines régions du Canada qui veulent désespérément qu'on leur donne un peu d'espoir. Les gens se rendraient compte alors que le gouvernement comprend ce qu'il fait, qu'il comprend les problèmes de la population et qu'il a mis sur pied un programme d'action.